

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25005 Besançon

Besançon, le 11/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC**

ZI DU PORT  
90140 BOUROGNE

Références : UID257090/SPR/ACI/BM 2022 - 0718A

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2022 dans l'établissement GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC implanté ZI DU PORT 90140 BOUROGNE. L'inspection a été annoncée le 16/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC
- ZI DU PORT 90140 BOUROGNE
- Code AIOT dans GUN : 0005901374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société GENERAL ELECTRIC ENERGY PRODUCTS à Bourogne est spécialisée dans la fabrication d'éléments de turbines à gaz. Les pièces produites sont expédiées sur le site de Belfort assemblant des turbines ou destinées à assurer le service après-vente des turbines (pièces de rechange neuves ou réparation).

GENERAL ELECTRIC procède sur ce site à la transformation des pièces brutes constituées d'aciers chromés ou d'alliages à base de nickel (inconels), selon différentes opérations dont :

- Soudage et découpe laser,
- Rectification,
- Électroérosion dans un bain diélectrique,
- Usinage,
- Traitement thermique,
- Granaillage,
- Application par pulvérisation de métal fondu,

Pour son activité, General Electric utilise divers types de machines :

- des machines d'usinage (tour, fraiseuse, brocheuses),
- des cabines de sablage,
- des postes de métallisation,
- des fours de recuit,
- des machines d'électroérosion,
- des bains de dégraissage (n'utilisant pas de solvant organique).

Les matériaux utilisés sur le site pour la production des pièces sont des aciers fortement alliés, de type Inconel. La métallisation est effectuée à l'aide de poudres métalliques, qui sont des mélanges de poudre de plusieurs métaux.

De nombreuses utilisés sont ainsi nécessaires au fonctionnement du site : électricité, gaz type argon, oxygène, etc.

L'inspection du 20 juin 2022 a porté sur le statut SEVESO, les équipements sous pression et le contrôle des accès.

Les installations inspectées sont :

- deux récipients relevant des équipements sous pression dans les bâtiments 327 et 329
- les stockages des poudres au niveau des postes de fabrication
- le magasin de stockage de poudres (bâtiment 332)
- la clôture en partie Sud-Est derrière le bâtiment de maintenance

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Etat des stocks
- Statut Seveso
- Sécurité/ Sûreté
- Equipements sous pression (ESP)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite

- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 71.2	/	Sans objet
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 71.1	/	Sans objet
Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement ICPE et statut Seveso	Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 1.2.1	/	Sans objet
Accès	Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 7.1.4	/	Sans objet
Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 7.5.1	/	Sans objet
Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	/	Sans objet
Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet
Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet
Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de l'inspection, il a été constaté que toutes les prescriptions ne sont pas respectées et nécessitent des actions correctives.

L'exploitant devra fournir les justificatifs demandés compte-tenu des enjeux en termes de maîtrise des risques tant pour les équipements sous pression que pour une meilleure communication avec les services de l'Etat et des secours en cas d'incident/accident en fournissant des plans permettant de localiser facilement les risques du site.

Pour les équipements sous pression, les justificatifs sont à transmettre prioritairement vu que certains équipement pourraient être en situation irrégulière pouvant conduire à des sanctions.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Classement ICPE et statut Seveso**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Statut Seveso
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
<p><b>Constats :</b> Le classement ICPE et le statut SEVESO ont été revus en 2020 dans le cadre de la recodification de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Le statut SEVESO a été analysé par le biais de la règle de dépassements directs de seuils des rubriques de la nomenclature des installations classées mais pas par la règle par cumul. Les informations contenues dans l'étude de dangers de 2021 (notamment pages 11 et 12, 45 et suivantes) indiquent que de nombreuses substances peuvent être prises en compte dans le calcul du statut Seveso.</p> <p>Différents outils peuvent être utilisés pour cette détermination, à savoir le guide INERIS "Aide à la classification des mélanges en vue de la détermination du statut Seveso et régime ICPE d'un établissement - version intégrant les dispositions du règlement CLP et la transposition de la directive Seveso III" de décembre 2015 (disponible sur le site internet <a href="http://aida.ineris.fr">aida.ineris</a>) et l'outil informatique SEVESO 3 (<a href="http://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr">//seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr</a>). Cet est constitué de deux modules, dont le premier module dit « module de calcul (MdC) » permet, à partir de la saisie des substances, mélanges ou déchets dangereux susceptibles d'être présents au sein des installations, d'avoir une indication sur le statut Seveso. Les données peuvent être stockées dans un fichier type .xls, laissant la possibilité d'évaluer, modifier, compléter cette saisie en une ou plusieurs étapes.</p> <p>Ceci permet de connaître le statut en fonction des nouvelles substances (ou mélanges) entrantes (via l'état des stocks par exemple) ou en fonction de nouveaux projets nécessitant de nouvelles substances (par ex : hydrogène).</p> <p><b><u>Observation :</u></b> <i>l'exploitant se positionnera sur le statut SEVESO en fournissant les justificatifs.</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...] L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.[...]</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des substances/mélanges utilisés via l'outil QUICKFDS, permettant ainsi de suivre les évolutions des données de ces fiches par les fournisseurs.</p> <p>Selon l'étude de dangers, la substance « Nickel » est présente sur le site : l'exploitant indique que cette substance n'est pas présente en tant que tel mais présente sous forme de mélange. Ainsi la fiche de données de la substance « Nickel » n'est pas référencée pour l'exploitant : la fiche de données de sécurité des poudres contenant le Nickel peut être fournie. Dans l'étude de dangers, les substances et mélanges dangereux sont répertoriés avec les mentions de dangers. L'état des stocks est connu par le biais des quantités maximales pouvant être présentes sur site. L'état des stocks réel sur site n'est pas connu à un instant t mais peut être connu sous 24h par vérification sur site des quantités présentes. Une première approche de l'état des stocks peut se faire par le service en charge des commandes mais il n'y a pas de logiciel dédié à cet état des stocks.</p> <p>Cet état maximal des stocks, tenu à disposition de l'inspection et du SDIS, est disponible sur site ou consultable à distance.</p> <p><b>Observation :</b> <i>L'exploitant devra prendre en compte les mentions de dangers de la substance ou du mélange utilisé sur site (ici : la poudre) pour la détermination du classement ICPE et du statut SEVESO et non les substances composant le mélange.</i></p> <p><b>Observation :</b> <i>L'exploitant disposera d'un moyen permettant de suivre l'état des stocks en vue de répondre aux exigences de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</i></p> <p><b>Non-conformité :</b> <i>L'exploitant ne dispose pas d'un plan général de localisation des substances et mélanges dangereux en lien avec l'état des stocks.</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 71.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de localisation des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. [...] L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. [...]</p> <p><b>Constats :</b> <b><i>Non-conformité :</i></b> <i>L'exploitant n'a pas identifié les zones à risques du site se traduisant par un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 7.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est clôturé. Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée en dehors des heures ouvrables ou sous surveillance permanente.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le site est clôturé sur tout le linéaire de la limite du site. La clôture est essentiellement composée de panneaux rigides sans renforcement complémentaire (pas de renforcement type concertina, capteurs filaires, etc. La partie de clôture visualisée est en bon état. La vidéosurveillance peut visualiser la périphérie du site et donc la clôture du site (surveillance en journée et pas la nuit car les caméras ne sont pas infrarouges) La clôture du site comporte 2 portails cadénassés (clef disponible au poste de garde) et 1 portillon cadénassé (clef disponible au poste de garde). L'intégrité de la clôture est vérifiée par le gardien lors des rondes journalières et par le personnel GE lors de contrôles (a minima biannuel). <b><u>Observation :</u></b> <i>l'exploitant précisera la hauteur de la clôture du site.</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> L'accès au site est unique et se fait au niveau du poste de garde. Assuré par la société MD Sécurité (sous-traitance de GE), le poste de garde fonctionne 24h/24 et 7j/7 toute l'année avec 4 personnes en journée et minimum 2 personnes sur la plage horaire 19h-7h. Le personnel GE accède au site par utilisation d'un badge. Les personnes extérieures (dont transporteurs) doivent passer par la loge des gardiens pour être enregistrées. Sur la plage horaire de 19h-7h, la société MD Sécurité effectue six rondes, dont 1 en périphérie. La société MD Sécurité intervient sur le site de Bourogne et celui de Belfort : les équipes sont dédiées par site et peuvent si besoin, intervenir sur l'autre site. Les équipes sont formées sur site par le personnel GE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Contrôle de la liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.  <b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste des équipements sous pression présents sur site. Cette liste est disponible informatiquement via un fichier Excel comportant des feuilles par type d'appareils : récipients (53 équipements), accumulateurs (71 équipements, tuyauteries (nombre non repris car a priori non soumis au suivi en service) et groupes froids (3 équipements). La liste précise pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de la dernière et prochaine inspection périodique et les dates de la dernière et prochaine requalification périodique pour les récipients et les accumulateurs. Pour les 53 récipients (9 équipements sont à l'arrêt ou supprimés), 2 équipements sont en retard de requalification. Les équipements à l'arrêt ou supprimés sont également présents sur le site. La vérification des informations pour les groupes froids n'a pas été faite par l'inspection. La personne en charge du suivi des ESP est actuellement absente : la liste n'est peut-être pas à jour (cf. point de contrôle relatif aux requalifications périodiques). <b><u>Non conformité :</u></b> <i>il est demandé à l'exploitant de transmettre la liste à jour et se positionner sur le retard de requalification.</i> <b><u>Observation :</u></b> <i>tout retard de requalification doit faire l'objet d'une demande d'aménagement auprès de la DREAL – Service Prévention des Risques – Pôle Équipements sous Pression.</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Caractéristiques des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R.557-14-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Le contrôle sur site a été réalisé sur 2 récipients : 1) récipient ATLAS COPCO, n°CMGF06P06042, PS = 16 bar, V = 101 litres, date de fabrication 2006, requalification en 2017, gaz de groupe 2 (air) 2) récipient CHEMET SA, n°102661, PS = 10 bar, V=3000 litres, date de fabrication =2000, requalification en 2011 et 2021, gaz de groupe 2 (argon). Pas d'observation de l'inspection sur ces 2 équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Analyse du compte rendu de requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li><li>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> La dernière requalification a été demandée pour le récipient ATLAS COPCO, n°CMGF06P06042. L'organisme habilité est l'APAVE.</p> <p>L'attestation de requalification périodique est prononcée comme favorable et est datée, mais non signée.</p> <p>Deux points non conformes sur l'attestation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- attestation comporte le nom de « COVALIM » comme fabricant de l'équipement</li><li>- attestation non signée.</li></ul> <p><b><i>Non-conformité : L'attestation de requalification périodique correspondant au récipient CMGF06P06042 est à fournir.</i></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vérification des échéances de La requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
<b>Constats :</b> Selon la liste, deux équipements sont en retard de requalification : récipient CELTECH n° 11087 et récipient ALDER n°7934.  <i><b>Non-conformité :</b> Compte tenu de l'absence de la personne en charge du suivi des ESP, l'exploitant se positionnera sur ce retard et le maintien en service de ces 2 équipements. Selon le cas, l'exploitant justifiera de leur arrêt ou fera une demande d'aménagement auprès de la DREAL afin de connaître les possibilités et les modalités d'un report de requalification périodique de ces 2 récipients.</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle de la plaqued'identification des ESP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
<b>Constats :</b> 1) La plaque de l'équipement pour le récipient ATLAS COPCO, n°CMGF06P06042, est présente, lisible, bon état, fixée sur la partie amovible de l'ensemble et comporte les informations et caractéristiques de l'équipement. La pression affichée sur le manomètre est de 7 bar. La soupape associée a été vue mais non accessible (en hauteur) 2) La plaque de l'équipement pour le récipient CHEMET SA, n°102661, est présente, lisible, bon état, fixée sur le corps du récipient et comporte les informations et caractéristiques de l'équipement. La soupape associée a été vue mais non accessible (en hauteur).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle de l'état de l'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> L'état des deux récipients semble bon (pas de vision en partie haute) : pas de fuite, pas de corrosion apparente ou au sol, supports en bon état, revêtement peinture en bon état. Les soupapes sont visibles mais situées en partie haute non accessible à hauteur d'homme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".  Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
<b>Constats :</b> Le marquage des requalifications périodiques par poinçon « tête de cheval » est présent sur les deux récipients sur les plaques dédiées (support sur le corps du récipient), dans la continuité des dates de la requalification (jour/mois/année).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet